

LVIV, Ukraine, September 29, 2013 /PRNewswire/ --

Anatoly Hrytsenko, ancien candidat à la présidence ukrainienne, a déclaré que la direction pro-européenne du Président Yanukovych était essentielle à l'unité nationale et que le succès (ou l'échec) de l'obtention de l'accord d'association avec l'Union européenne ne devait pas reposer sur l'affaire Tymoshenko.

Anatoly Hrytsenko, candidat à la présidence en 2010 et ancien ministre de la Défense, est apparu comme la nouvelle personnalité politique issue de l'opposition à soutenir l'accord avec l'UE. À l'heure actuelle, tous les partis politiques du pays, à l'exception des communistes, préfèrent désormais soutenir le projet d'intégration européenne de l'Ukraine par rapport à l'Union douanière avec la Russie.

Anatoly Hrytsenko a notamment salué du bout des lèvres son ancien adversaire, Viktor Yanukovych, pour avoir tenu bon face aux récentes pressions que la Russie a exercées sur l'Ukraine, en déclarant : « Je lui souhaite, ainsi qu'aux hommes d'affaires qui s'opposent à l'Union douanière avec la Russie, de rester fermes ».

Il a ajouté qu'il était déraisonnable d'exiger que la libération de l'ancienne Première ministre, Yulia Tymoshenko, soit une condition majeure à la signature de l'accord d'association, affirmant que la situation avait pris « une ampleur injustifiée ». Il estime également qu'elle devrait soutenir la cause de son pays en s'exprimant en faveur de l'accord avant la prise de décision en novembre prochain.

« Cela dépend en grande partie de Viktor Yanukovych puisqu'il est au pouvoir. Néanmoins, certaines mesures devraient être prises par Yulia Tymoshenko », a-t-il affirmé, en ajoutant qu'il pensait que les chances de l'Ukraine étaient désormais de 50-50 seulement, et ce, principalement en raison de l'affaire Tymoshenko.

L'ancienne Première ministre a été reconnue coupable d'abus de pouvoir pour avoir signé en toute illégalité un accord gazier controversé d'une valeur de 10 milliards de dollars avec la Russie en 2009, et ce, sans l'approbation du Cabinet.

Anatoly Hrytsenko, l'ancien candidat du parti « Our Ukraine » (*Notre Ukraine*), a notamment mis en garde contre les conséquences pour l'Ukraine si jamais la signature de l'accord avec l'UE devait être un échec. Il a souligné que l'Europe aurait encore moins d'influence sur la prise de décisions essentielles à Kiev, notamment au regard de l'enjeu que représente la justice sélective. La réforme judiciaire a été, pour l'Ukraine, un critère primordial à respecter afin d'être en droit de prétendre à un accord d'association.

Dans le cas où l'accord d'association serait signé en novembre, la ratification du document pourrait être effectuée par le Parlement européen courant mai au plus tôt. Cependant, il est très probable que l'accord sur la zone de libre-échange approfondie et complète ; accord qui fait partie intégrante du projet d'association, soit mis en place immédiatement.

SOURCE Ukraine Monitor